

ECHO-flash

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°311 – mars/avril 2024

Dossier : mine de lithium

La CGT
dans le débat

Pages 6 à 8

Congrès : UL Montluçon-Commentry

Page 5



3 avril :
Commentry
Solidarité
ADISSEO

No pasarán le 9 juin prochain !!



La situation internationale a vu peu d'évolutions significatives, en tout cas positives, ces dernières semaines. Les zones de conflit dans le monde sont en augmentation, avec une préoccupation croissante pour les situations en Palestine et en Ukraine.

Les conflits militaires se multiplient et engendrent des centaines de milliers de morts civils et militaires. Les grandes puissances se réarment massivement avec une hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne.

Alors que la Cour Internationale de Justice dénonce un risque de génocide, nous nous mobilisons pour affirmer que l'occupation israélienne et les massacres dans les territoires palestiniens doivent cesser.

Affamer des populations, tuer des civils, raser des villes, abattre des journalistes, tuer des humanitaires, bombarder des hôpitaux, ce n'est en aucun cas de la lutte contre le terrorisme ou de la défense. Ce sont des crimes ignobles que nous devons dénoncer au nom de notre humanité, comme nous avons dénoncé les attaques du Hamas contre les civils israéliens le 7 octobre 2023.

La CGT prône la paix et appelle à des cessez-le-feu immédiats dans toutes les zones de conflit pour favoriser des solutions diplomatiques, tout en agissant sur les décideurs pour empêcher l'utilisation de la guerre par le capital pour ses gains. Elle vise à mobiliser les travailleurs pour influencer sur les choix capitalistes de plus en plus mondialisés et pour les combattre.

D'ailleurs, le 1^{er} Mai était une journée de mobilisation, de solidarité entre les peuples partout dans le monde pour le progrès social, pour un monde soucieux de l'avenir de la planète et un monde en paix.

De nombreuses perspectives nous attendent ! L'organisation des travailleurs est également essentielle pour contrer la montée des idées d'extrême-droite, alimentées par la peur et les injustices sociales.

Si le discours « social » du Rassemblement National paraît séduisant, l'examen des votes des élus à l'Assemblée nationale ou au parlement européen révèle une dissonance entre les paroles et les actes.

Le Rassemblement National et ses alliés d'extrême-droite ont voté quasi systématiquement contre toutes les décisions contenant des mesures de progrès social, tout en refusant d'imposer des contraintes aux employeurs.

Le constat est simple : là où il y a des syndiqués et en nombre, ces idées nauséabondes reculent.

C'est en tout cas une des priorités que s'est fixée notre Union Départementale : « Combattre syndicalement les idées d'extrême-droite ».

Christelle Hébrard, membre du bureau de l'UD

Sommaire

- UNE** : Photo propriété UD
- P2** : Editorial
- P3 et 4** : Brèves luttes
- P5** : Congrès UL Montluçon-Commentry
- P6 à 8** : Projet de mine de lithium
- P9** : Collectifs de travail de l'UD
- P10** : Visite préfète/IHS
- P11** : AGE UL Vichy
- P12** : Nécrologies

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

Tiens t'auras du...muguet !



Le 8 mars 2024, nouvelle journée de mobilisation pour reconnaître le droit des femmes et revendiquer une égalité professionnelle dans tous les secteurs d'activité. Trois rassemblements à Vichy, Moulins et Montluçon ont ponctué cette journée de lutte auxquels se sont additionnées plusieurs initiatives de débats, diffusion de films pour la reconnaissance du droit au féminin.

C'est près de 180 délégués qui étaient présents le 28 mars 2024 à Germinal pour le 68^{ème} congrès de l'UL de Montluçon-Commentry. Un congrès plein d'émotion mais surtout un congrès qui a permis d'élire une nouvelle équipe de direction. Elle ne va pas manquer de travail à la vue de la feuille de route et des luttes à venir.

Lutter c'est aussi informer, et le syndicat CGT de l'Hôpital de Vichy l'a bien compris. Le sujet de l'AG du personnel du 10 avril 2024 : le passage de la catégorie B vers la catégorie A pour les infirmières et manip radio. Une bien belle AG, appréciée du personnel qui a suscité intérêt et remerciements. Des adhésions en perspectives, à n'en pas douter.

Le 04 avril 2024, c'est soutenu par 400 camarades, que notre Secrétaire Général de l'UD, Laurent Indrusiak, Elena Blond, ancienne dirigeante de l'Union Locale de Montluçon-Commentry et Caroline Berardan, toujours membre de ce même collectif, sont entrés au tribunal de Montluçon afin de comparaître en appel pour avoir participé à une opération escarrot, et avoir, ainsi, ralenti la circula-

tion. C'est sans la moindre peine judiciaire et avec une satisfaction affichée que ces derniers sont ressortis du tribunal et nous ont annoncé leur relaxe, qui « vaut bien une victoire ».



Si la direction d'Adisseo pensait pouvoir faire ce qu'elle souhaitait et supprimer des postes sans être inquiétée, c'était sans compter sur la détermination des camarades de la boîte qui entendent bien sauver les emplois. En lutte depuis des mois, ils ne lâchent rien. La mobilisation du 03 avril 2024 à Commentry, en présence du secrétaire fédéral de la fédération de la chimie, qui a réuni plus de 400 personnes, en témoigne, et ce, malgré une météo peu clémente. Mais ne dit-on pas mariage pluvieux, mariage heureux ? Alors, pourquoi pas manif pluvieuse,

mobilisation heureuse et gageuse...

Grève et rassemblements les 02 et 03 avril contre le « choc des savoirs », la nouvelle carte scolaire et les suppressions de postes d'enseignants, au nombre de 14 dans le département. C'est par la grève, le 02 avril et des rassemblements devant les établissements que l'action a commencé, pour ensuite se terminer le 03 devant la préfecture, à Moulins, où les camarades de l'éducation ont exprimé leur désaccord et avancé leurs revendications.

Des salaires à la hauteur et des conditions de travail dignes dans la fonction publique. Voilà ce que sont venus exiger les 120 camarades des 3 versants de la fonction publique ce 19 mars 2024 devant la préfecture, lors d'une audience. En plus de casser, chaque jour un peu plus, notre bien commun, les personnels ne sont pas épargnés. Pire, ils ne sont pas rémunérés à la juste valeur de leur travail et sont usés avant l'heure par leur besoin quotidienne, et ce, en conséquence de manque criant de personnel. Les politiques d'austérité ont repris leur place, oubliant les promesses faites aux héros du quotidien...

Le 18 avril 2024, dans les locaux de l'Union Locale de Vichy, c'est devant une cinquantaine de camarades qu'a eu lieu une AG extraordinaire. Cette dernière a

permis de débattre sereinement, dans le respect de la démocratie et d'aboutir ainsi, à la mise en place d'une direction provisoire. Cette direction a pour mission de préparer le futur congrès qui se tiendra le 31 octobre et de gérer les affaires courantes. Courage au collectif.

Emili ce n'est pas de la petite Emilie qu'il s'agit, mais bien du projet d'envergure et controversé qu'entend mener à son terme Imerys. Depuis des semaines, la commission du débat public organise des réunions publiques,

auxquelles assistent notre Secrétaire Général, Laurent Indrusiak ainsi que plusieurs camarades du collectif afin que la CGT de l'Allier puisse se faire un avis éclairé et ainsi prendre les mesures idoines.

Ce 26 avril 2024, ce sont 120 retraités qui se sont rassemblés devant la préfecture pour dénoncer une augmentation des pensions de retraites largement insuffisante au regard de l'inflation. La pluie ne les a pas découragés et c'est déterminés qu'ils ont évoqué la



nécessité de développer un grand service public de l'autonomie. Continuons d'œuvrer, pour que, comme l'a dit Ambroise Croizat, la retraite soit une nouvelle étape de la vie et non plus, une antichambre de la mort.

Les années passent et ne se ressemblent pas, tout au moins sur le plan climatique. Si le soleil avait réchauffé la journée de lutte des travailleuses et des travailleurs en 2023, c'est sous la pluie que s'est tenue l'édition de ce **1^{er} mai 2024**. Fort heureusement, elle n'a pas entamé la détermination des manifestants venus sur les lieux de rassemblements écouter les prises de paroles dénonçant les conditions de travail, la guerre et tout ce qu'il nous faut changer. Des prises de paroles se voulant rassem-

bleuses pour continuer de mener l'action, comme le fait la CGT depuis 129 ans.

Le syndicat de l'Ehpad de Cusset sur plusieurs fronts. C'est déterminés que ces derniers ont portés leurs revendications, pour la création de 7 postes de soignants. Soucieux des conditions de travail, mais également de celles des femmes. C'est donc bien dans l'optique d'informer sur les violences sexistes et sexuelles, que les camarades ont organisé un café débat autour de ce sujet brûlant. Enfin, comme on ne dit jamais 2 sans 3, avec le comité d'action pour le droit au travail, un bureau d'embauche a été tenu sur le parking de ce même EHPAD, en vue de renforcer le personnel. Comme on dit : pas les deux pieds dans le même sabot !

Si la psychiatrie semblait épargner par la casse de la santé et de ses hôpitaux, ce n'est désormais plus le cas. Les agents de l'hôpital d'Yzeure pourraient en témoigner. Manque de personnel, dégradation des conditions de travail, locaux vétustes et burn-out sont désormais le lot quotidien du personnel. En réponse à ces attaques incessantes, le syndicat

CGT a déposé un préavis de grève illimitée depuis le 16 janvier et organisé plusieurs rassemblements pour protester contre la casse de la psychiatrie

15 700 drapeaux, 2 450 affiches, 160 banderoles, voilà une partie du trésor de notre histoire sociale précieusement conservé par l'IHS. A défaut d'être révolutionnaires, certains pourraient nous taxer de conservateurs, nous répondons que l'IHS est garant de l'histoire, la vraie. Pour preuve, les camarades bénévoles qui s'attèlent à la tâche sont venus à l'Union Locale de Montluçon-Commentry faire l'état des lieux avant le déménagement de la maison des syndicats et recenser tout ce qui sera à conserver. Le **1^{er} mars 2024**, l'actuelle préfète s'est rendue dans les locaux de l'IHS et y a découvert l'immense travail qui y est fait.

Magalie Ferreira Neves



Un débat porteur d'avenir

Le 68^{ème} Congrès de l'UL de Montluçon-Commentry s'est déroulé le 28 mars 2024 à Désertines, salle Germinial. Avec près de 180 congressistes et 38 bases syndicales représentées, les échanges furent nombreux et nourris.



Emotion et convictions

Un congrès très chargé en travaux et en émotion. Elena Blond, ancienne secrétaire et membre du dernier collectif de direction, nous a présenté un rapport d'actualité très complet. L'occasion pour les camarades de débattre et de confronter les difficultés rencontrées dans nos différentes entreprises avec le constat partagé des conditions de travail qui se dégradent partout et des services publics rongés jusqu'à l'os.

Chacun s'accorde à relever lors de ce Congrès qu'il y a plus de jeunes, plus de femmes et de nouveaux militants prêts à lutter dans notre Union Locale de Montluçon-Commentry. C'est un gage de confiance pour l'avenir.

De nombreux invités ont été appelés à monter et intervenir et nous les en remercions : l'IHS, le musée de la Résistance ainsi que tous nos partenaires.

Résolument engagés contre les idées d'extrême droite

L'après-midi fut l'occasion pour tous les militants de débattre sur « Comment combattre syndicalement les idées d'extrême droite ? » avec pour invitée, Aude PANISSE, Co-Secrétaire de l'UD de Haute-Savoie et coordinatrice à la confédération sur la lutte contre l'extrême droite. Les camarades ont largement pris la parole et les interventions de Aude nous ont permis d'avoir les arguments nécessaires dans notre quotidien et dans nos entreprises pour combattre la peste brune qui prend de plus en plus de place dans l'espace de nos vies.

A l'issue, nous sommes passés au vote du document d'orientation et des amendements proposés par plusieurs syndicats et tous retenus pour notre document. A l'ordre du jour : syndiquer les jeunes et les précaires, les techniciens et les cadres, les secteurs

féminisés et de l'agroalimentaire. Le document d'orientation, largement travaillé en amont par tous les camarades de la précédente CE et du collectif de direction, a été adopté à l'unanimité.

Pour clore la journée, les délégués présents portant 1610 voix de syndiqués étaient invités à prendre part au vote d'une nouvelle direction de 50 membres, largement renouvelée, rajeunie et féminisée avec la promesse de regrouper tous les secteurs d'activité, du spectacle à l'industrie, de la fonction publique au privé ...

La CE s'est regroupée pour élire son nouveau collectif de direction. 13 camarades ont la lourde charge d'animer et de coordonner notre Union Locale, 10 femmes et 3 hommes venus de tout horizon.

Les nouveaux membres de la direction de l'UL tiennent à remercier leurs prédécesseurs qui ont œuvré pendant des années à tenir la barre. Merci pour leur courage et leur détermination, merci pour ce passage de flambeau avec bienveillance, qui ne s'est pas fait sans quelques larmes d'émotion.

Enfin, la soirée s'est terminée par un concert des groupes « Blondin » et « des Terriens », suivi d'un repas fraternel et sororel.



PROJET DE MINE DE LITHIUM DANS L'ALLIER, LA CGT ENGAGÉE DANS LES DÉBATS !

Le 25 octobre 2022, Imerys annonçait l'exploitation d'une mine de lithium sur la commune d'Echassières. Le projet fait état d'une exploitation permettant de répondre au besoin de production de 700 000 batteries pour la fabrication de véhicules électriques et la création de 1 000 emplois.



Le groupe minier Imerys a, en effet, annoncé son intention de développer l'extraction du lithium sur ce site, où il exploite déjà le kaolin. Le calendrier prévoit le démarrage d'un pilote industriel en 2025, puis le début de l'exploitation proprement dite en 2028. Il s'agit d'extraire sous l'actuelle couche de kaolin, à une profondeur pouvant atteindre 300 mètres, 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium par an. Ce qui en ferait, selon la direction d'Imerys, la plus grande mine européenne.

Fin de mois, fin du monde, même combat !

La connaissance de la présence de lithium sur le site n'est pas nouvelle. Il y a 12 ans, le Comité Régional CGT Auvergne organisait des assises sur la filière automobile. Durant cette

initiative, l'UD de l'Allier avait mis en avant le besoin de lancer une réflexion sur la possibilité d'exploitation sur ce site.

En 12 ans, les choses ont évolué et la CGT a placé au cœur de ses préoccupations les enjeux environnementaux et sociaux, avec un slogan « **Fin de mois, fin du monde, même combat !** »

Alors que se sont engagées des réunions publiques, prenant appui sur la CNDP (Commission Nationale du Débat Public), la CGT de l'Allier a constitué un groupe de travail, composé de camarades de la CE de l'UD, élargie à des camarades des professions engagées dans le projet et à d'autres intéressés et notamment sensibles aux enjeux environnementaux.

En plus du travail engagé en interne, la CGT a décidé de participer de façon

active aux réunions publiques, questionnant sur :

Les enjeux hors du territoire :

- Le lithium est classé comme matériau stratégique pour la France et l'Europe ;
- Législations spécifiques (souveraineté énergétique, extraction/exportation...);
- Matériau pour la transition énergétique géostratégique ;

Les enjeux locaux :

- L'eau (consommation, traitement, rejets) ;
- L'emploi (volume, statuts, formations, qualifications, logement, transports...);
- Les impacts de la mine sur les pollutions (air, eau, bruit, stockage des stériles miniers...);
- Les transports (ferroviaire et

routier, fret et salariés) ;

- L'usine de conversion à Montluçon (quel stockage/transport des résidus post conversion estimés à 500 000t/an) ;
- Le raccordement électrique et la consommation énergétique des sites industriels (RTE/ENEDIS) ;
- Gestion du foncier (forêts, terres agricoles, achats, bail, location...);
- Retombées économiques (fiscalité, ruralité, tourisme, attractivité...);

Les enjeux économiques et législatifs :

- Révision du Code minier en cours ;
- Ouverture d'autres sites miniers sur ce modèle ultérieurement ;
- Financements publics d'une entreprise privée (conditionnalités, fiscalité ?) ;
- RSE avec la certification IRMA (mine responsable ? consultation syndicats ? ...);
- Marché/débouchés du lithium ;

Les enjeux environnementaux :

- Bilan carbone du projet ;
- Impacts sanitaires pour la population ;
- Impacts sur la biodiversité (Forêt des Colettes...);
- Volume important des déchets miniers, de la conversion, du foisonnement, comblement partiel des galeries post extraction...

Sur les enjeux environnementaux, la question de l'eau est un sujet majeur

De l'avis général, il sera inévitable de consommer des quantités importantes d'eau (1,2 millions de m³, indispensable au traitement du mine-

rai. C'est du reste une critique faite par les associations environnementaliste à tous les nouveaux projets miniers en Europe.

De plus, l'exploitation de lithium dans l'Allier ne peut toutefois se faire que dans le strict respect d'un certain nombre de conditions. Des études ont été menées sur les sols de la région. Elles ont montré que les exploitations précédentes ont engendré une pollution importante des sols, à l'arsenic et au plomb, avec des taux qui dépassent jusqu'à dix fois les seuils fixés par la Haute autorité de santé. La nouvelle exploitation fait craindre une augmentation des concentrations en métaux lourds dans les sols ainsi que la contamination des nappes phréatiques, via les futurs forages et galeries.

La présence de ressources minières importantes sur notre territoire et le besoin de souveraineté sur les matières premières minérales ne doivent pas nous faire oublier que la lutte contre le réchauffement climatique passe également par une transformation de nos modes de production, ainsi que par un meilleur recyclage de tous les matériaux non renouvelables et polluants.

Les enjeux sociaux, un sujet pour la CGT !

La CGT est la seule organisation qui parle aussi bien des problématiques environnementales mais aussi des enjeux sociaux sur ce dossier. Même si Imerys commence à donner des précisions parlant de 600 emplois directs contrat Imerys (300 en unité de concentration et 300 en unité de conversion). Pour autant, de nombreuses questions doivent être posées. Concernant la création d'emplois, il est indispensable d'avoir des éléments précis sur le nombre d'emplois, la nature des emplois d'extraction, de conversion du lithium et de transport (CDI, CDD, Intérimaires) et nécessaire de connaître leur localisation.

Quel statut pour les salariés ?

Bien que souvent négligée, la question sociale posée par ce renouveau de l'exploitation minière est aussi importante que la question environnementale. Selon Imerys, l'extraction du lithium sur le site de Beauvoir devrait entraîner la création d'un millier d'emplois directs et indirects. Quel sera le Statut de ces nouveaux travailleurs du sous-sol ? Le Statut du mineur, plutôt protecteur, s'applique à une liste de substances extraites du sous-sol (que la mine soit profonde ou à ciel ouvert), définie par un arrêté de 1959. Le lithium en fait partie.

Comment la CGT entend contribuer à la réflexion ?

En maintenant que nous nous sommes engagés dans ce travail, dans le cadre de ces débats, l'Union Départementale a décidé d'organiser une réunion (dite autoportée) sur le sujet, **qui se tiendra le mercredi 15 mai 2024 à 9h30 dans les locaux de l'UD.**

Nous avons invité à cette réunion des membres de la CNDP, un représentant de la Direction d'Imerys, le Délégué Syndical Central CGT Imerys France et des représentants des collectifs « Stop Mines 03 » et « Préservons la forêt des Colettes ».

L'objectif de cette réunion est d'avoir le maximum d'informations et permettre à notre organisation de se forger un avis sur ce projet.

Laurent Indrusiak

Groupe de travail autour du projet de mine de lithium à Echassières

Une dizaine de camarades s'engage à suivre de près la présentation du projet de la société Imerys qui envisage d'exploiter le gisement de lithium situé en dessous de sa mine de kaolin. L'UD participe aux débats de la commission nationale programmés jusqu'à début juillet. Les interventions quasi systématiques de Laurent Indrusiak ont permis de donner une visibilité à notre CGT de l'Allier. Notre positionnement semble attendu. En interne, nous avons été longuement interviewés par une journaliste de la NVO. Des échanges et des réflexions avec des camarades d'EDF, RTE (Enedis) et Cheminots... ont apporté des éclairages techniques.

Nous nous sommes engagés à construire une ligne commune en respectant les avis parfois contradictoires. Nos priorités sont les enjeux sociaux et environnementaux. La voix de la CGT n'est peut-être pas centrale mais singulière. Au-delà de la question environnementale, nous sommes dans notre rôle de veiller à la dimension sociale et de l'emploi. Un gros sujet est la question de l'eau, l'impact sur le niveau

et la qualité des ressources. Nous ne manquerons pas la réunion du 30 mai à Vichy autour de cette problématique.

En parallèle, nous organisons mercredi 15 mai 2024 de 9h00 à 12h30 un débat dit « autoporté » au sein de l'UD, afin de créer des conditions d'échanges en présence de représentants d'Imerys, de Stop Mine, de Préservons la forêt des Colettes et de la CNDP. Nous souhaitons orienter le débat autour de la question sociale et environnementale. Cette démarche est impulsée dans l'idée de construire un « cahier d'acteurs » qui nous permettra d'avoir une tribune lors du débat du 23 mai à Clermont-Ferrand.

Nous avons notre place pour répondre à un enjeu de société, réfléchir à la question de la sobriété énergétique, et de la réindustrialisation.

Plusieurs fédérations de notre organisation sont concernées. L'idée est de parvenir à communiquer, si possible, d'une seule voix.

Nadia Mallet



La direction de l'UD décide la mise en place de collectifs

Parce qu'il s'agit de priorités, la direction de l'UD a décidé la mise en place de trois groupes de travail pour impulser la réflexion collective de nos organisations sur des thématiques précises. Combattre les idées d'extrême droite, défendre et promouvoir les services publics et se forger une opinion sur l'extraction du lithium dans l'Allier deviennent des enjeux pour notre organisation pour les mois qui viennent. Quelques explications s'imposent !

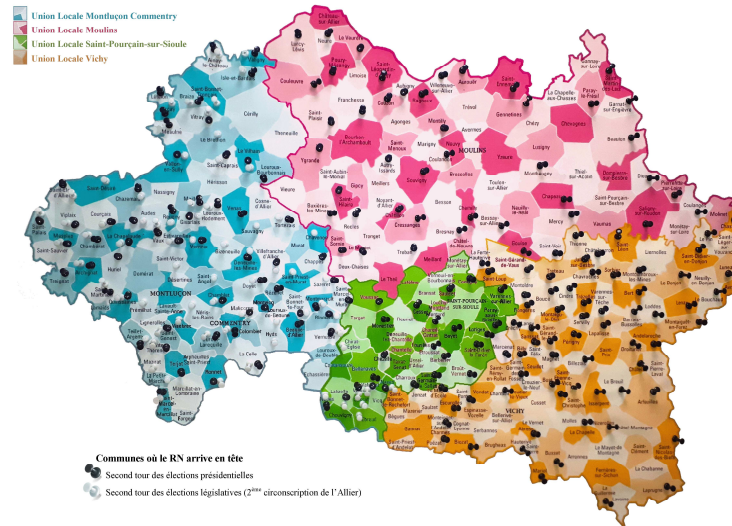
Groupe de travail sur la défense des services publics

Le service public est l'outil qui doit faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Égalité d'accès, continuité des services, adaptabilité, égalité et impartialité sont les valeurs sur lesquelles les services publics ont été construits. Depuis des décennies, celles-ci sont mises à mal. Les politiques qui se sont succédées, les coupes budgétaires et les réformes passées en force, ainsi que les privatisations à tout va, n'ont cessé d'appauvrir le bien commun.

L'Allier ne fait pas exception : disparition de nos écoles, de nos centres d'impôts, hôpitaux et autres établissements de santé, ainsi que de tant d'autres services, indispensables à toutes et tous. C'est pourquoi, notre UD, en CE, a fait le choix de mettre au centre de nos priorités, le sujet afin de sensibiliser et susciter une prise de conscience qui nous permette de nous réapproprier ce bien commun voire de renationaliser les services publics qui ont été privatisés.

Dans cet optique, un collectif service public a été mis en place. Il a pour mission d'élaborer un livret qui puisse mettre en perspective l'état de nos services publics dans notre département après 30 ans de politique néo-libérale. Ce support, qui ne pourra être qu'un plus dans l'engagement militant et la prise de conscience, devra être finalisé en janvier 2025 et présenté au prochain congrès de notre Union Départementale. A l'issue, plusieurs initiatives pourraient être mises en place et permettre d'aller au contact de la population du département.

Ce collectif s'est réuni pour la première fois le 28 mars. Les bases du travail ainsi qu'un calendrier sont po-



sés. Il est composé de 8 camarades et ne demande qu'à être enrichi.

Pour la CGT, pas de services publics sans industrie et pas d'industrie sans services publics.

Magalie Ferreira Neves

Groupe de travail sur lutter contre les idées d'extrême droite

Vaste programme ! notre CGT doit être un acteur déterminant dans la lutte contre les idées nauséabondes, populistes, sexistes, racistes du RN...la liste est malheureusement non exhaustive. Comment pouvons-nous enrayer ce fléau ? c'est tout l'enjeu de notre groupe de travail engagé depuis le début d'année. Nous avons commencé par établir un état des lieux avec une carte électorale de l'Allier punaisée en noire pour repérer les communes qui ont cédé aux sirènes de la haine. En 2022, dans notre département 204 communes sur

317 ont placé Marine Le Pen en tête des suffrages soit 8 fois plus qu'en 2017 (64,35%) ! c'est effroyable. La prochaine échéance sont les élections européennes en juin. C'est

pourquoi nous avons engagé une campagne d'information en prenant comme support des cartes postales que nous distribuerons prochainement dans les boîtes aux lettres. Le contenu est en cours de finalisation, ainsi que les modalités de distribution que nous souhaiterions massive. En parallèle, l'UD organise une nouvelle journée d'étude sur le sujet le mardi 14 mai à St Sornin. Se former est le meilleur moyen de construire les arguments pour prouver que l'extrême droite est une imposture sociale. Nous ne pouvons pas risquer de les laisser accéder aux pouvoirs au prétexte de jouer sur la peur et l'individualisme. C'est pour se prémunir de ce désastre que nous allons poursuivre notre plan d'action. Vous êtes les bienvenus !

Nadia Mallet

Groupe de travail sur mine de lithium, voir page précédente.

Une place dans le patrimoine départemental

Madame la Préfète de l'Allier, curieuse de la découverte de notre département, nous a rendu visite en toute simplicité le 1er mars dernier. Avec le concours de l'Union Départementale présente à cette occasion, ce fut l'occasion de lui présenter l'équipe de bénévoles qui s'investit dans le travail de tri, classement, inventaire chaque lundi après-midi.

Visite de la reconnaissance

C'est effectivement une reconnaissance. Depuis plusieurs années, nous mobilisons nos atouts et nos compétences pour donner à connaître, le plus largement possible, l'histoire sociale de notre département.

Au cours de cette visite, son attention s'est portée plus particulièrement sur notre collection de vieux drapeaux et sur l'effort de restauration engagé. Elle a été agréablement surprise par l'importance du dépôt d'archives en qualité et en volume, racine de notre histoire dans un département qui s'est ouvert aux idées nouvelles bien avant la création de la CGT. Aujourd'hui, l'histoire continue à s'écrire. A ce propos, rappelons à nos syndicats l'importance du dépôt de leurs archives dans notre structure.

Une contribution non négligeable

Interrogés sur la valorisation de notre patrimoine, nous lui avons

fait part de la parution de plus de quatre-vingts bulletins ; notre participation aux colloques nationaux de l'IHS comme le dernier qui s'est déroulé fin 2023, à l'Université Condorcet où nous avons présenté une contribution sur « l'invisibilité des cancers

un doctorant, d'avoir accès à des sources pour leurs études.

Cette visite fut aussi l'occasion d'évoquer plusieurs questions sur la notion de préservation d'archives comme celles des syndicats de la CGT dans le cadre du service public. Nous avons conscience d'atteindre nos limites dans les locaux que nous occupons actuellement. Nous demandons régulièrement le dépôt aux Archives Départementales de l'Allier mais elles sont actuellement saturées. Nous souhaitons que cette visite soit le point de départ à une extension indispensable en matière de conservation d'archives qui, d'ailleurs, ne se limite pas à notre seul IHS.

Jean-Noël Dutheil



professionnels chez ADIS-SEO ». La qualité de nos archives permet aux étudiants de la faculté de Clermont-Ferrand, dont

L'Union Locale de Vichy en quête d'une nouvelle dynamique

Le 18 avril, la grande salle de la maison de la mutualité accueillait une cinquantaine de participants, délégué-e-s pour un congrès qui s'est transformé, par décision d'une majorité de syndicats de l'agglomération, en Assemblée Générale extraordinaire. Un débat mature a été initié sous l'animation du Secrétaire Général de l'UD, Laurent Indrusiak, pour constituer une direction de l'UL provisoire en vue de conduire la préparation d'un prochain congrès et la gestion des affaires courantes jusqu'à l'horizon d'octobre 2024.

La genèse d'une situation délicate

Depuis plusieurs semaines déjà, le constat était amer, les difficultés rencontrées dans la préparation du congrès s'accumulaient. Les délais statutaires dans la préparation n'étaient pas respectés. Des visions différentes s'opposaient au sein de la direction de l'UL alors même que la situation des attaques que subit le monde du travail ne nous permet pas de cultiver des divisions entre nous.

Ces situations ont même conduit une grande partie des candidats à la prochaine direction de l'UL à retirer leurs candidatures à une semaine de la tenue du congrès.

Le congrès pouvait-il se tenir en l'état ? Les syndicats de l'agglomération interrogés à l'issue de la réunion d'un bureau de l'UD extraordinaire ont, dans leur majorité, décidé que non ! C'est ce qui a conduit l'Union Départementale à proposer la transformation de ce dernier en Assemblée Générale extraordinaire. Cette décision fut ratifiée le jour même par les participants par vote majoritaire.

En matière d'introduction

Laurent Indrusiak revient sur cette situation compliquée. Nos adversaires, patronat et pouvoir public, avancent à grand pas. Cela nous oblige à avoir une UL qui joue son rôle, rassemblée autour de ses syndicats avec une direction en ordre de marche et disponible, au service de l'intérêt collectif.

Laurent le rappelle : « La fraternité est notre socle, elle est essentielle dans la CGT ».

Il propose aux participants de se dire les choses afin de permettre un état des lieux de notre activité.

Et si nous ne sommes pas en capacité de tenir congrès ce jour, il faut maintenir



l'objectif de le convoquer prochainement avec le temps nécessaire pour se permettre le respect de nos règles de vie et statutaires et acter une direction capable, de façon transitoire, de conduire les étapes de construction du congrès tout en assumant les affaires courantes d'ici à cette échéance.

En fait, il propose la tenue du congrès à l'horizon septembre/octobre 2024 avec la constitution de commissions qui veilleront au respect des étapes préparatoires, à savoir, un bilan d'activité, l'état des finances de l'UL, la maîtrise des orientations, l'éventuelle révision des statuts et l'élection d'une direction.

Il ajoute que l'Union Départementale est disponible pour aider au respect de ces règles de vie.

Un débat nourri !

Annie juge dommageable la démission des candidats pour de futurs dirigeants. Damien considère qu'il faudra revoir la commission de candidature afin de respecter les statuts et faire fi des problèmes de personnes. Raymond fait part de son désarroi. Il affirme : « notre CGT doit être un lieu de démocratie, de fraternité et de justice. C'est l'intérêt général qui doit primer ».

Fabian souhaite revenir sur son ressenti et les raisons qui l'ont incité à prendre du retrait.

Jean-Claude se dit peiné d'en être là. Il ajoute que le mandat était éprouvant : « Ceux qui ne l'ont pas vu, c'est qu'ils n'étaient pas là ». Christelle précise

que les militants sont des volontaires et qu'il ne faut pas trop exiger d'eux et être tolérant.

Au final, et au-delà des rancœurs que certains expriment, plusieurs participant-e-s indiquent que l'UL a fait le job malgré les difficultés. A l'exemple de Marie-Jeanne qui prend appui sur le mouvement contre la réforme des retraites pour illustrer son propos.

Après 3 heures de débat, Laurent enregistre une grande convergence de vue pour surmonter les difficultés. Une période se dessine pour la tenue d'un prochain congrès sous réserve de la disponibilité de salle (dernière semaine d'octobre, première quinzaine de novembre). Il propose la mise en place d'une direction transitoire et de plusieurs commissions : mandats et votes, candidatures, statuts...

Il incite à mettre en place un rétroplanning de l'organisation du congrès. Il ajoute que l'équipe sortante n'a pas démérité et propose qu'elle continue le travail avec la contribution de quelques têtes nouvelles.

L'Assemblée Générale décide :

- De ratifier la décision des syndicats de l'agglomération de transformer la tenue du congrès de ce jour en Assemblée Générale extraordinaire : 41 pour/1 contre;

- De convoquer le congrès à l'automne (octobre/novembre 2024) : 46 pour/1 abstention

- Le principe de la mise en place de commissions et d'un rétroplanning : 48 pour.

Jean-Pascal Pradel

Colette Pouenat nous a quitté prématurément



C'est au Foyer des Jeunes Travailleurs de Montluçon où elle assurait l'entretien et la liaison en cuisine que Colette

décide de se syndiquer en 2000.

Devant la dégradation des conditions de travail, elle s'engage avec la volonté de défendre l'intérêt du collectif. Malgré les difficultés et un soutien timide, elle prend le secrétariat général du syndicat et sa détermination lui permet de surmonter les obstacles.

Après la création du syndicat départemental des foyers des jeunes travailleurs, Colette intègre le bureau de l'Union Nationale au dernier congrès.

Parallèlement, elle s'engage au sein d'Indecosa CGT de l'Allier, association de défense des consommateurs salariés dont elle devient la présidente jusqu'à ce jour.

A l'Union locale de Montluçon, elle assume le mandat de conseillère du

salarié et s'implique au bureau de l'UL.

Colette est décédée le 24 avril dernier à l'âge de 59 ans. Elle nous a quitté trop tôt.

L'Union Départementale CGT de l'Allier, et son Union locale de Montluçon/Commentry, de même qu'Indecosa de l'Allier présentent leurs sincères condoléances à son mari, son fils et sa petite-fille, sans oublier ses amis et camarades qui sont dans la peine de son départ subit.

Nicole Chabanne, militante investie pour la défense de la Sécu

La disparition de Nicole le 13 avril 2024 laisse un grand vide à tous ceux qui l'ont côtoyée tout au long de sa vie.

Née le 20 novembre 1950, Nicole a démarré sa carrière le 1^{er} avril 1970 et s'est investie dans la foulée au sein du syndicat CGT des Organismes Sociaux qu'elle ne quittera jamais. Longuement secrétaire du CE de la CPAM de l'Allier, mais également représentante des personnels au CA, Nicole a imposé le respect par son sens de l'écoute et son dévouement. Défendant ardemment les valeurs de la Sécu et le Tourisme Social, Nicole a beaucoup apporté au Comité d'Entreprise et impulsé de nombreux avantages dont le syndicat bénéficie toujours.

« Nicki » pour ses proches collègues et camarades, elle n'aura de cesse de défendre la Sécu ; les belles valeurs de notre Institution si souvent mises à mal et piétinées.

Nicole s'est également investie dans l'interpro à l'UL de Moulins en devenant trésorière de 1989, aux côtés de Roger Chevasson puis de Michel Depresles, jusqu'en 2004.

Retraîtée « contrôlease prestations » depuis le 1^{er} décembre 2010, Nicki est présente auprès de son syndicat lors des réunions en prodiguant conseils et parfois remontrances. N'hésitant jamais à soutenir les actifs, Nicole aura été de toutes les luttes jusqu'à la dernière réforme des retraites de l'an dernier.

Son syndicat des organismes sociaux, l'Union Locale de Moulins et l'Union Départementale CGT de l'Allier déclarent : « Nicole, Nicki, nous ressentons une grande émotion et une infinie tristesse mais sommes riches de toi ».

Nous avons une pensée émue pour sa famille et ses camarades.

